

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERES PLO

2228 Route de Castres
"Sardagne"
81490 Saint-Salvy-De-La-Balme

Références : 81-CARMIN-2026-24

Code AIOT : 0006803460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement SAS CARRIERES PLO implanté Bois de l'Ebès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est menée dans le cadre de la vérification des modalités d'exploitation de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES PLO
- Bois de l'Ebès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

- Code AIOT : 0006803460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral en date du 24 juin 2010, pour une durée de 25 ans, avec une production annuelle moyenne de 11 500 tonnes et une production maximale de 14 000 tonnes.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022 est venu modifier les conditions d'exploitation, notamment par une refonte du phasage.

Le jour de l'inspection, la carrière n'était pas en activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article DG7	Demande d'action corrective	6 mois
3	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article CE3	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.22.3-I	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article PN2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations d'extraction les plus récentes, d'intensité modérée, se sont déroulées sur la période 2022-2023.

Une reprise de l'activité de la carrière, également à un niveau modéré, est envisagée à partir de la fin de l'année 2026.

Actuellement à l'arrêt, le site a été constaté comme sécurisé lors de l'inspection (portail en bon état, présence de signalisation et de clôtures).

Aucun engin n'est présent sur l'exploitation, et aucun produit susceptible d'engendrer une pollution n'y est stocké.

L'inspection a notamment porté sur les points suivants :

la conduite de l'exploitation : planification et phasage ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article DG7
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000 ^{ème} ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : <ul style="list-style-type: none">• les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ;• les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ;• les cotes NGF des différents points significatifs ;• les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ;• la position des ouvrages à préserver.
Constats : Le plan présenté par l'exploitant est issu d'un relevé topographique réalisé en avril 2021. L'ensemble des éléments, à savoir les limites de l'autorisation, les bords de fouille, les courbes de niveau, les cotes altimétriques ainsi que les zones remises en état, y sont représentés. Il convient de noter que la carrière est actuellement sous-exploitée au regard des capacités prévues par l'arrêté d'autorisation. Les derniers travaux d'intensité modérée, se sont déroulés sur la période 2022-2023. Depuis le dernier levé topographique, les cotes d'altitude ont peu évolué, elles se situent entre 542 et 560 NGF dans la zone d'extraction (sud/est du site), pour une autorisation fixée à 518 NGF. L'exploitant gère plusieurs carrières fonctionnant par campagnes, à l'image de celle visitée ce jour. Les équipes sont ainsi mobilisées en fonction des sites concernés par ces campagnes. Une reprise de l'activité est envisagée au cours de l'année 2026, à un rythme modéré, (environ 1 à 2 mois par an).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant produira un plan mis à jour dès la reprise de l'activité de la carrière. Il conviendra également de revoir le phasage de l'exploitation, afin de l'adapter au rythme envisagé de la reprise d'activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2010, article CE3
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée : La parcelle n° 255p n'est pas exploitée : l'extraction et le stockage de matériaux ou des stériles sont interdits, seuls sont autorisés les passages des véhicules.
Constats : L'inspection a constatée que la parcelle N° 255 n'est pas exploitée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée selon les plans de phasage figurant aux annexes 1 à 3.
Constats : <p>L'exploitation se situe actuellement en phase 4, sans correspondance apparente avec les plans de phasage annexés à l'arrêté préfectoral complémentaire précité.</p> <p>Dans la zone d'extraction située au sud-est du site, les cotes altimétriques relevées sont comprises entre 542 et 560 m NGF, alors que les cotes prescrites pour le développement de l'extraction sont comprises entre 523,5 et 546 m NGF.</p> <p>L'activité de la carrière est interrompue depuis 2022/2023, en raison de la mobilisation des moyens humains et matériels de l'exploitant sur d'autres sites. Cette interruption a également coïncidé avec des travaux de réfection de la voie communale n°3 desservant la carrière.</p> <p>L'exploitant indique prévoir des opérations de débroussaillage du site ainsi qu'une reprise progressive de l'activité au cours de l'année 2026, selon un rythme modéré.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'autorisation cesse de produire ses effets dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives. L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée des suites à donner concernant la situation de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.22.3-I
--

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- *le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;*
- *la température est inférieure à 30 °C ;*
- *les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;*
- *la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;*
- *les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).*

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

[...]

Constats :

Le site dispose d'un bassin de gestion des eaux pluviales, implanté en point bas à 515 m NGF (limite nord) et déconnecté de la zone d'exploitation.

Les derniers résultats d'analyse d'eau avant rejet dans le milieu naturel sont conformes aux valeurs fixées par l'arrêté ministériel (AM).

Valeurs seuils de l'AM du 22 septembre 1994	Valeurs de l'analyse du 27/03/2025
pH entre 5.5 et 8.5	pH : 6.9
Température < à 30 ° C	T : 22 °C
Matières en suspension (MES) < à 35 mg/l	MES : 4 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO) < à 125 mg/l	DCO : 10 mg/l
Hydrocarbure concentration < à 10 mg/l	Hydrocarbures : < 0.1 mg/l

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article PN2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

Deux bassins en série sont implantés au Nord de l'exploitation, dès que possible suivant le phasage prévu [...].

Constats :

Le porter à connaissance de juin 2022 mentionne une modification de la gestion des eaux de ruissellement, laquelle n'a pas été reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire précité.

Le site dispose d'un bassin de gestion des eaux pluviales, implanté en point bas à 515 m NGF (limite nord) et déconnecté de la zone d'exploitation.

Ce bassin collecte les ruissellements d'une grande partie du site et permet leur infiltration. Il est équipé d'une surverse située aux trois quarts de sa hauteur, assurant un rejet vers le milieu naturel.

L'exploitant réalise des analyses des eaux de rejet à une fréquence annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite